

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Le scandale Juncker vient d'éclater

C'est un scandale Cahuzac européen à la puissance 10 000

- International - Europe -

Date de mise en ligne : mercredi 26 novembre 2014

Démocratie & Socialisme

Nous reproduisons ici l'éditorial du n°219 de la revue [Démocratie&Socialisme](#).

À l'échelle européenne, le chef de la Commission européenne, depuis 30 ans, à Luxembourg, organisait la captation des fonds pour les blanchir vis à vis du fisc des différents États européens. Et en même temps, « les yeux dans les yeux », il se faisait le chantre des rigueurs budgétaires, des traités d'orthodoxie monétaire ! Tout cela vient d'être projeté au grand jour : 340 multinationales trafiquaient avec le Luxembourg, afin de faire disparaître suffisamment de fonds pour ne pas payer d'impôts dans leur pays respectif. 70 % des fonds dans le monde sont domiciliés au Luxembourg, soit 3 800 fonds qui abritent plus de 2 400 milliards d'euros. 58 grandes banques et entreprises françaises sont concernées par ces détournements sous couvert « d'optimisation fiscale ». Doit-on noter que Total est le premier employeur du secteur pétrolier et le seul présent dans tous les métiers de ce secteur d'activité au Grand-Duché ?

Derrière « l'optimisation fiscale » dont se réclamait le PDG de Total pour ne pas payer d'impôts en France, tous les « suceurs de sang » de notre peuple détournent des dizaines de milliards... alors que l'UE exige des réductions de déficit et des équilibres budgétaires qui aboutissent à bloquer les salaires, les petites retraites, et les droits à la santé et au logement.

34 % des filiales des grandes banques françaises à l'étranger - 577 au total - sont situées dans des paradis fiscaux ou judiciaires. Ça augmente sous la gauche : en 2012, ces cinq banques françaises ne détenaient que 527 filiales dans ces territoires. Au total, 26 % de l'activité internationale des banques françaises est réalisée dans des paradis fiscaux, soit un montant total de 13,7 milliards d'euros. 87 hommes possèdent 50 % des richesses de la planète. 3 hommes possèdent plus que les 48 pays les plus pauvres. En France, pays si bien pourvu en milliardaires et millionnaires, 1 % de la population possède 25 % des richesses, et 10 % plus de 50 % de celles-ci. Mme Bettencourt, et M. Arnaud, à eux deux, possèdent plus que 20 millions de Français. Ce siphonnage des richesses n'a pu être fait honnêtement ni légalement.

M. Gérard Mestrallet (GDF-Suez) s'attribue 21 millions d'euros de retraite chapeau soit 78 000 euros, 78 smic, par mois. La privatisation d'EDF a servi à cela... Le PDG de Sanofi supprime 1800 emplois alors que son entreprise gagne des milliards, et lui reçoit 5,8 millions d'euros de prime de départ. La liste est longue. Rappelons que François Hollande fut ovationné quand, dans son discours du Bourget, il s'écriait à destination de la « délinquance financière » : « *la République vous rattrapera !* »

Et on nous impose l'austérité ? Et on distribue 41 milliards à ces siphonneurs d'argent qui ne créent pas d'emplois et jouent contre les impôts de leur propre pays ? Et 50 % de nos retraitées ont moins de 1000 euros pour vivre ? Et le salaire médian baisse à 1650 euros ? Et ceux qui organisent cela se paient des 300 Smic ?

Et le premier ministre Manuel Valls embrasse le Medef, se vante d'être pro business auprès de la City, demande à changer le nom du parti, et veut délimiter disciplinairement celui-ci à l'orée de son débat de congrès.

Il en va de l'avenir de toute la gauche que le PS soit réorienté vers un gouvernement uni rose rouge vert, sur un programme d'action capable de sauver le quinquennat. Le congrès fixé aux 5,6 et 7 juin en sera l'occasion : encore faut-il que les militants se mobilisent, adhèrent et réadhèrent : et c'est maintenant ! Que ceux qui ont voté aux primaires en 2011 viennent voter. Il faut faire vite : les adhésions seront bloquées bientôt. Cette bataille du congrès est vitale.